

01/10/2019

## Observatoire de l'endettement et des trésoreries des élevages bovins lait et viande : hiver 2018

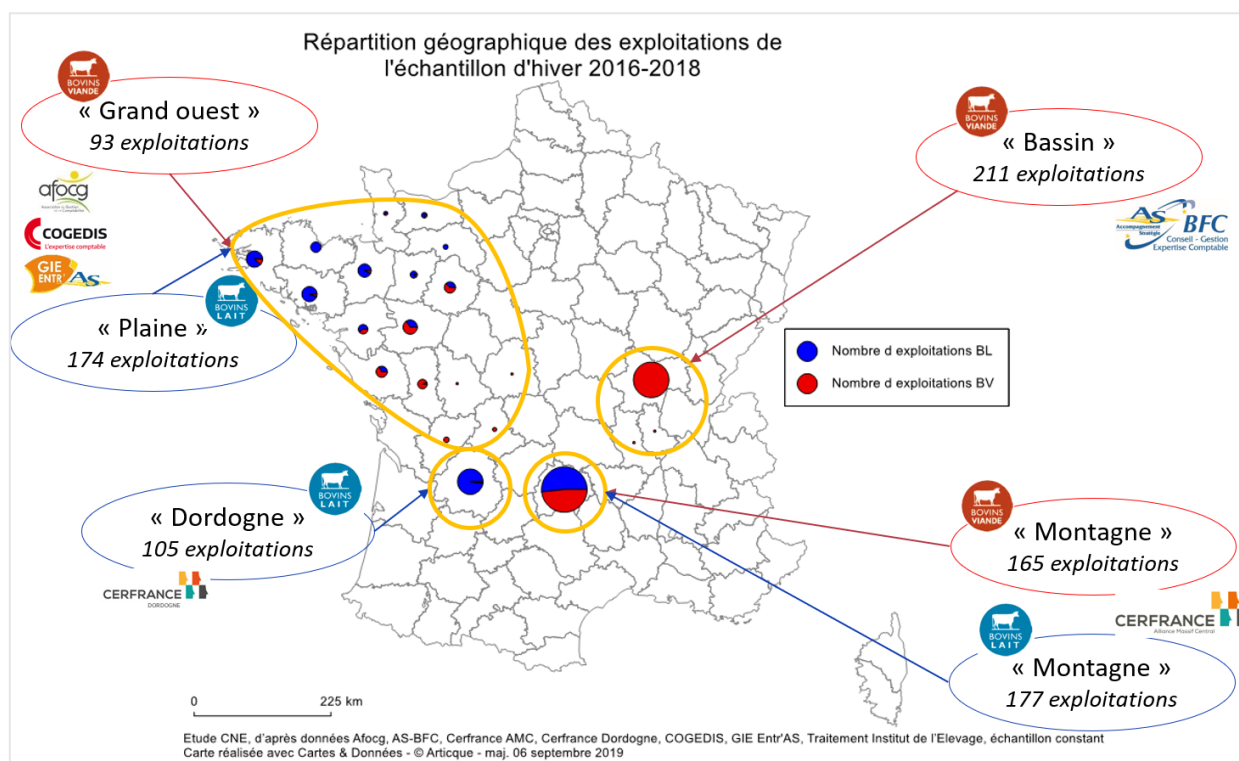
L'Observatoire de l'endettement et des trésoreries, instauré en 2015, permet d'avoir un suivi régulier des résultats des exploitations bovines depuis 2013. Le suivi est réalisé annuellement sur la base de deux échantillons, représentant chacun une période de clôture : les clôtures dites « d'hiver » (octobre - décembre) et celles « d'été » (mars - juin).

Les élevages sont répartis sur 4 bassins : le « Grand-Ouest », le Cantal (zone « Montagne »), la Dordogne et la Saône et Loire (pour le bassin Charolais "historique"). Le suivi des exploitations est réalisé grâce aux partenariats durables, entretenus avec 6 centres comptables : AFOCG, AS BFC, Cerfrance Alliance Massif Central, Cerfrance Dordogne, COGEDIS et GIE Entr'AS.

925 comptabilités d'exploitations, bovins lait et bovins viande, constituent l'échantillon (constant) des clôtures d'hiver, suivi entre 2016 et 2018. Les résultats sont analysés, par zone géographique. Une répartition par groupes de niveau d'endettement est aussi réalisée.

Elle distingue :

- les exploitations **"peu endettées"** : annuités/EBE < 40% et dettes totales/actif < 40%
- celles endettées à long et moyen terme avec une trésorerie positive, **"ELMT"** : annuités/EBE > 40% ou dettes totales / actif > 40% ; et trésorerie nette globale positive
- celles endettées à long et moyen terme et sans aucune trésorerie, **"TNGneg"** : annuités/EBE > 40% ou dettes totales / actif > 40% ; et trésorerie nette globale négative.



## LA SITUATION FINANCIERE DES EXPLOITATIONS LAITIERES EST EN BERNE

Le prix du lait qui était en hausse fin 2017-début 2018 est finalement stable sur les clôtures de fin 2018 par rapport à 2017. Ainsi, le produit brut des exploitations laitières suivies reste à un niveau équivalent à celui de l'année précédente.

Dans le même temps, les exploitations sont soumises à une hausse des charges (+5 à 7 % selon les zones), notamment de structure (en priorité le carburant), mais aussi alimentaires, ce qui impacte négativement leur EBE.

Les annuités connaissent une légère hausse (marquée en Dordogne) et représentent en moyenne 80 à 100 € / 1000 l sur l'échantillon. Ainsi, le revenu disponible diminue de manière marquée après le petit regain constaté en 2017 : -10 à -30 %. Il s'établit en moyenne (toutes zones) à moins de 16 000 € annuels par UTH familiale. Ainsi, malgré des prélèvements privés qui sont toujours restreints (environ 18 000€ annuels par UTH familiale), il est impossible de dégager une marge de sécurité.

Les investissements évoluent de manière contrastée selon les zones : ils repartent à la hausse dans le Grand-ouest et en Dordogne ; mais sont en baisse en Montagne.

Une part d'autofinancement existe pour ces investissements (environ 15%) en Dordogne et en Montagne, alors qu'ils sont exclusivement financés par des emprunts dans le Grand-ouest. Dans cette zone, les nouveaux emprunts sont aussi utilisés pour refinancer les investissements passés, et ce pour la 3<sup>ème</sup> année consécutive. Ainsi, le niveau d'annuités est impacté, et il faudra plusieurs années de meilleure conjoncture pour que les exploitations retrouvent une situation financière saine. Malheureusement, la sécheresse du deuxième semestre 2018 aura indubitablement des conséquences, économiques et financières, pour ces élevages après l'hiver 18-19.

En effet, les dettes court-terme des exploitations laitières sont encore élevées. De plus, les inégalités sont importantes et la situation des exploitations du groupe "TNGneg", qui sont les plus en difficulté, s'aggrave. Ce groupe compte 35 % des élevages suivis (toutes zones) et ceux-ci disposent de dettes court-terme près de 2 fois supérieures à la moyenne (toutes exploitations confondues). Leur trésorerie nette globale est d'ailleurs toujours très largement négative et continue de diminuer.

## STATU QUO DANS LA MOROSITE POUR LES EXPLOITATIONS ALLAITANTES

Le produit brut des exploitations allaitantes suivies est relativement stable depuis 2016. Cependant, les charges, notamment de structure et alimentaires, continuent à augmenter en 2018 : +4% en 2018/2017. Ainsi, l'EBE des élevages allaitants est en baisse dans le Grand-ouest et en Montagne et légèrement conforté dans le Bassin allaitant.

Dans le même temps, les annuités sont stables dans le Grand-ouest et le Bassin Allaitant, et augmentent en Montagne. En conséquence, le revenu disponible connaît une baisse marquée dans le Grand-ouest (pour la 2<sup>ème</sup> année consécutive) et en Montagne ; mais on constate une petite hausse dans le Bassin allaitant, sans retrouver le niveau de 2016. En moyenne (toutes zones), le revenu disponible s'établit à 15 600 € annuels par UTH familiale.

Les prélèvements privés, très restreints, servent une nouvelle fois de variable d'ajustement (12 600 €/UTH familiale en moyenne toutes zones), ce qui permet de dégager une marge de sécurité, encore insuffisante, dans le Bassin allaitant et en Montagne, mais pas dans le Grand-ouest.

Les investissements rebondissent en Montagne, avec une part d'autofinancement (~25%), mais ils diminuent sur les 2 autres zones où ils sont exclusivement financés par des emprunts.

Par ailleurs, on constate que la part des exploitations endettées à long et moyen terme et avec une trésorerie négative (groupe « TNG neg ») représente toujours 16 % des élevages suivis, avec une proportion plus importante dans le Grand-ouest (42%). Leur situation financière ne s'améliore pas : leurs dettes court-terme sont plus de 2 fois supérieures à la moyenne (toutes exploitations) et augmentent encore. Comme pour tous les élevages, mais avec des effets encore plus sévères sans doute, les sécheresses de 2018 et 2019 ne seront pas sans conséquences économiques et financières pour ces exploitations dans les mois et années à venir.